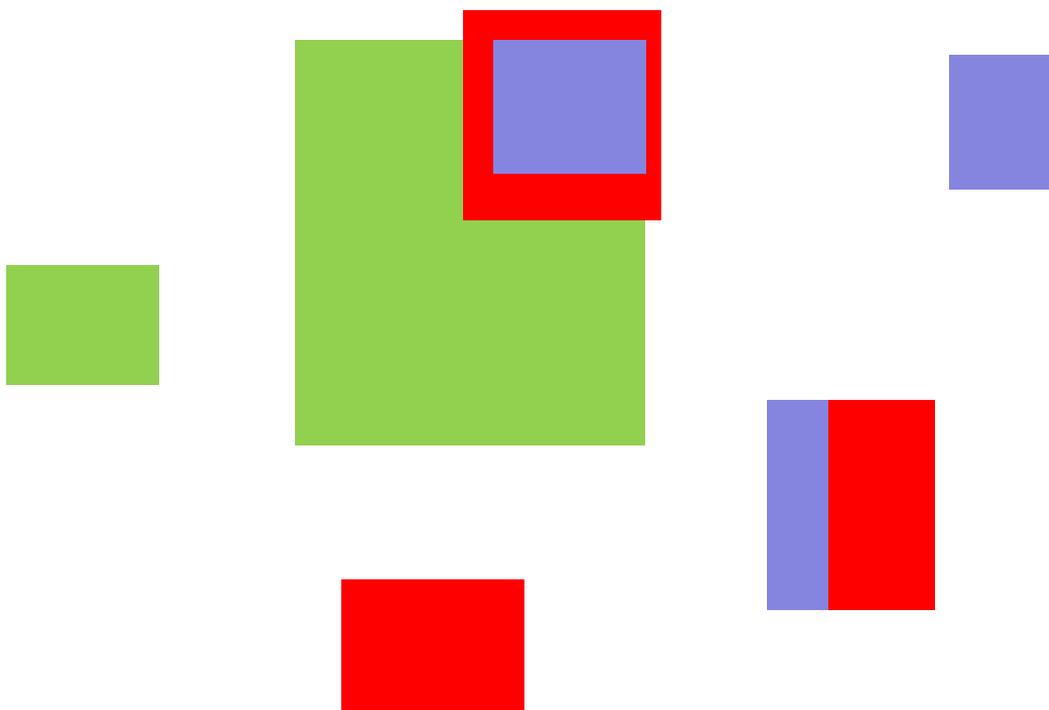


**Vers une mutualisation des données
relatives aux zones d'activités en
Bourgogne-Franche-Comté ?**

17 mai 2016 - GéoBourgogne



Déroulement de la rencontre

Présentation de l'**étude du CERTU** « méthode d'observation et de suivi du foncier d'activités »

Présentation de l'**étude PPIGE** sur l'opportunité de coproduction d'une base de données régionale du foncier à vocation économique dans la région Nord-Pas-de-Calais (PPIGE)

Tour de table n°1 : faisons mieux connaissance

Tour de table n°2 : définition martyre de la ZAE

Suite à donner

Étude Certu « méthode d'observation et de suivi du foncier d'activité »

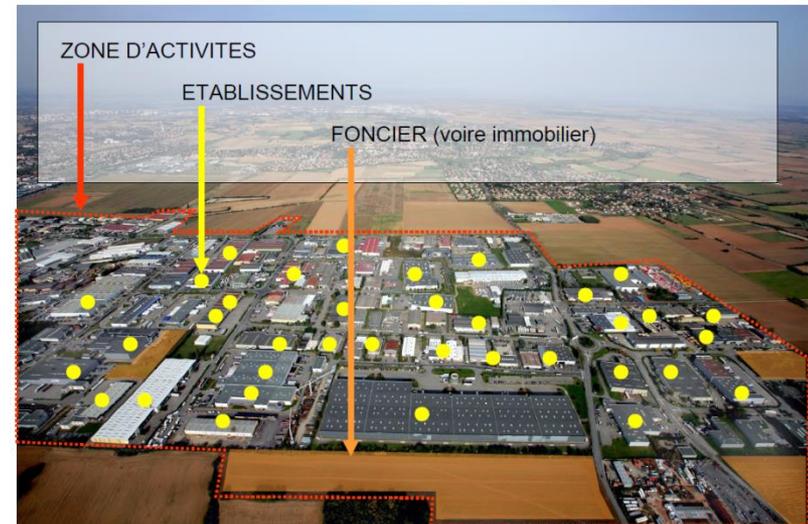
Tarik Yaïche et Benoît Gourgand du Cerema (ancien Certu)

MEDEE - séminaire sur la requalification des zones d'activités - décembre 2013

ZAE : consensuelles... mais pas forcément bien définies

Une multiplicité de sources :

- *Données relatives aux établissements : Insee-SIRENE, fichiers consulaires*
- *Données relatives à l'occupation des sols : Corine Land Cover, BD TOPO, Urban Atlas, SPOT Théma*
- *zonages de certain produits commerciaux*
- *données DGFIP*
- *documents d'urbanisme*
- *mode d'occupation des sols (MOS)*
- *données relatives au foncier et à l'immobilier*

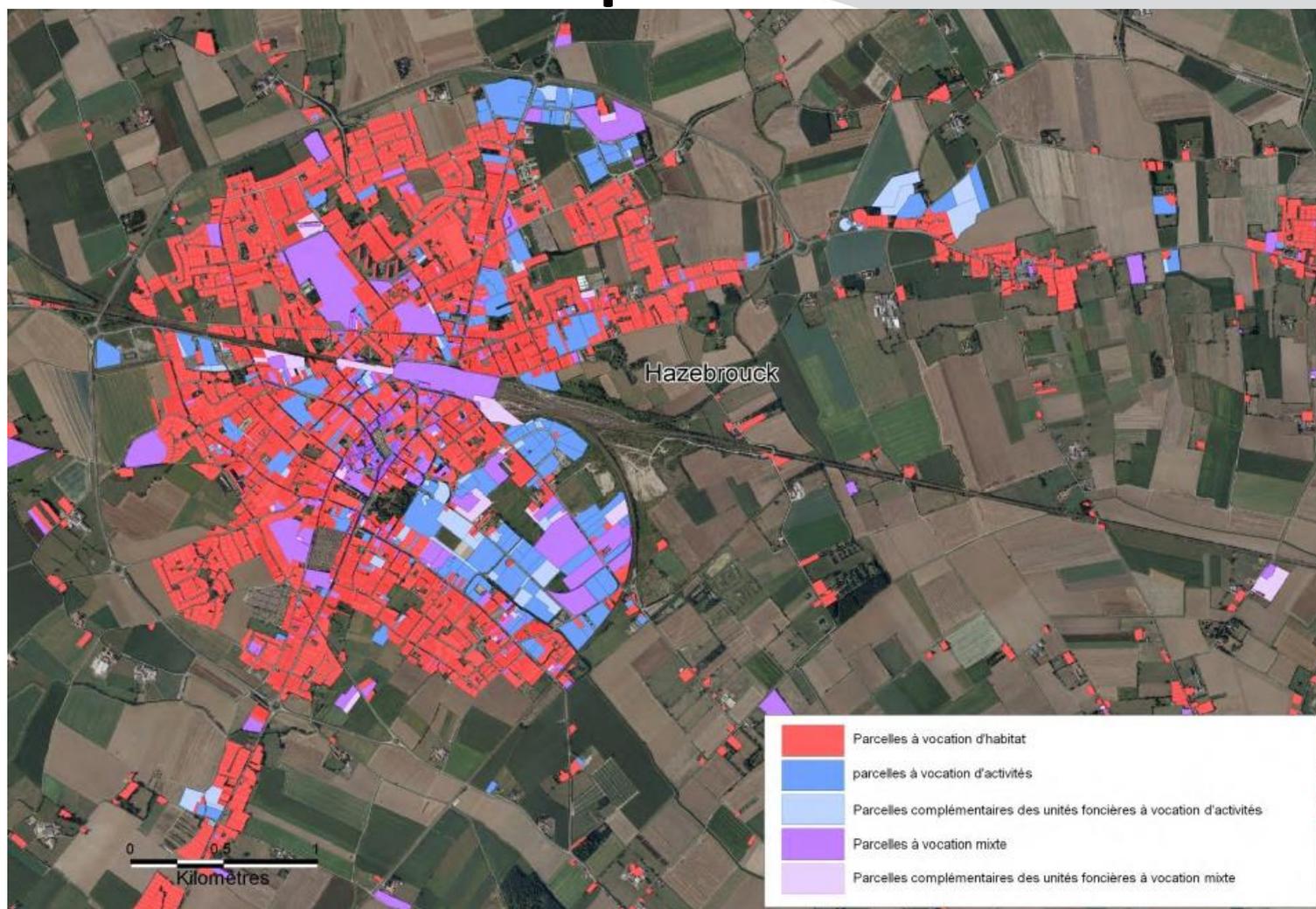


Données sur l'occupation du sol, document de planification

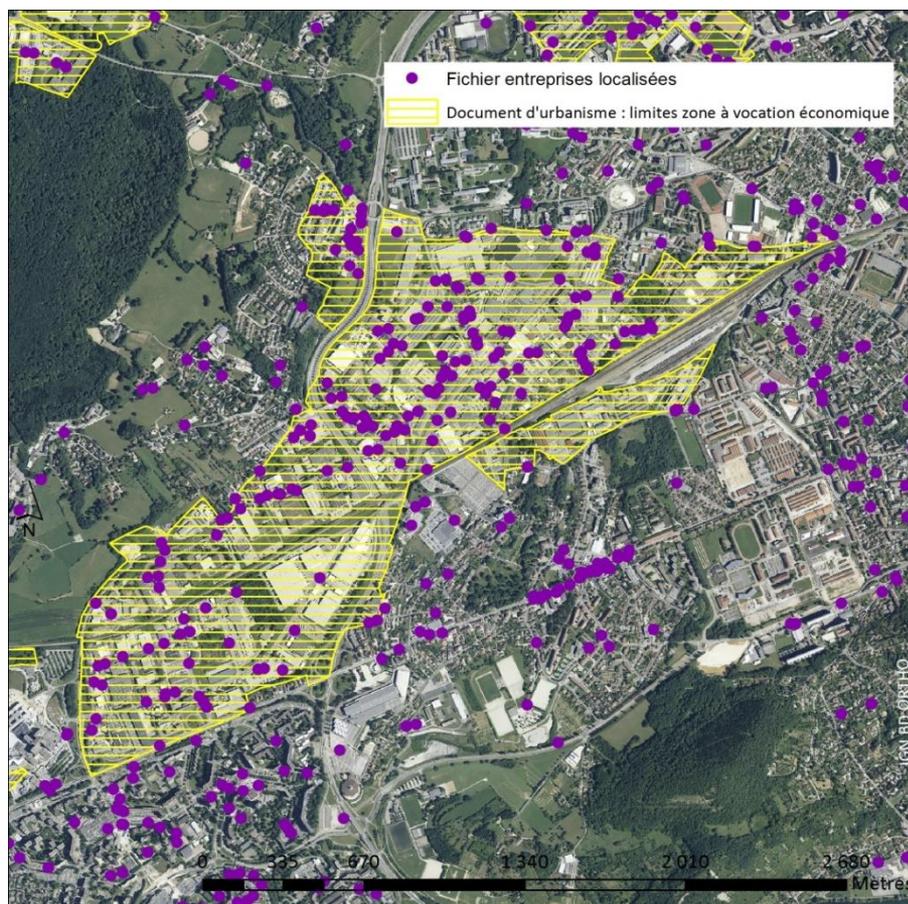


Arbois (39)

Identifier les ZAE par les fichiers fonciers



Identifier les ZAE avec les données géo référencées d'établissements



Mise en garde du Certu :

- Absence de géométrie structurante
- Coexistence de différentes données générant des problèmes de cohérence des informations, les définitions et les dates des enquêtes divergent
- Pas de distinction entre l'**usage réel** du sol et sa destination **théorique**
- Limites d'utilisation des données sources

Tentative de normalisation par la COVADIS

Initiée en 2013 mais en sommeil à ce jour :

La COVADIS a fait le constat que les acteurs dans leur diversité divergent sur :

- les objectifs d'observation
- les définitions qui fondent ces observations
- et finalement les données produites sont multiples ...

Deux catégories d'objectifs se distinguent :

- développement économique
- planification et d'évaluation

Coexistence de nombreuses actions locales et d'approches différentes :

- rassembler les méthodes et les outils pour définir une structure commune de données
- harmoniser les méthodes d'identification et de suivi des espaces en termes d'occupation et de mutation

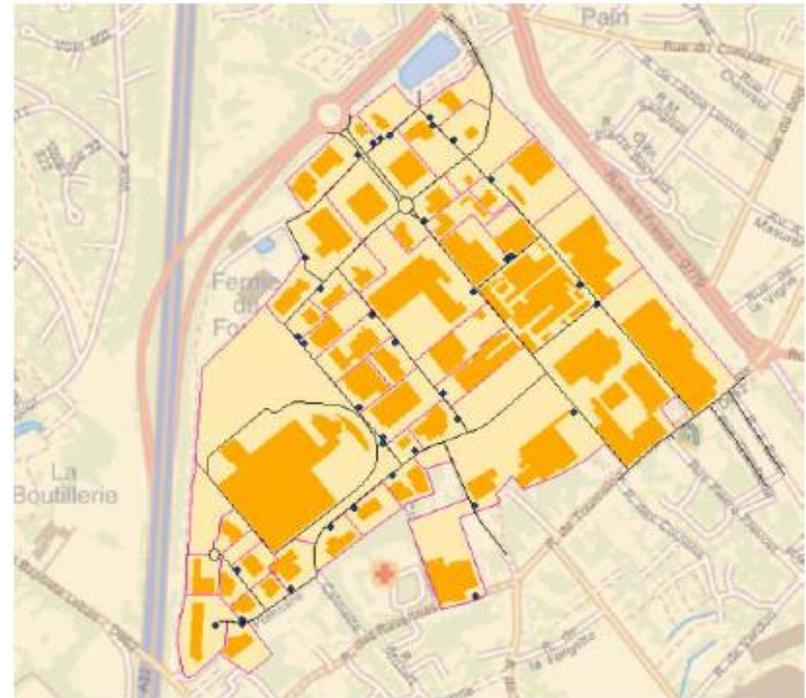
Etude d'opportunité pour la coproduction d'une base de données régionale du foncier à vocation économique dans la région Nord- Pas-de-Calais

Henri PORNON avril 2015

Pour PPIGE Nord-Pas-de-Calais

Contexte

- 2011-2012 : Acquisition par la PPIGE de la base de données COMMEDI®
- Apparition de limites:
 - hétérogénéité de renseignement des attributs
 - problème de modèle économique



Objectifs / Besoins

- Coproduction d'une base de données régionale
 - données composites des acteurs régionaux
 - connaissance locale des gestionnaires
- Etablir une cartographie du « foncier économique »
 - partage d'une même vision du territoire
 - mutualisation coûts et moyens
- Modèle de données et méthode de coproduction :
→ réponse technique et organisationnelle

Réponse technique

Un jeu de données avec 3 couches :

- Zones d'activités
- Lots fonciers
- Etablissements

Données attributaires :

- Structure partagée avec des champs obligatoires et facultatifs
- Des champs identifiants sont gérés par le diffuseur et les producteurs

Réponse organisationnelle

Traitements

- Coordination entre organismes
- Seuls les « producteurs » peuvent enrichir la base de données
- Une mise à jour différentielle

Juridique

- Les producteurs restent propriétaires des données
- Signature d'une charte

Recommandations

- Mobiliser les partenaires
- Amorcer les travaux avec une base initiale suffisamment complète
- Faire des compromis dans le modèle de données
- Faire des compromis dans les contraintes d'intégration

Test de coproduction en Nord-Pas-de-Calais

Des tests réalisés sur des données de plusieurs organismes intervenant sur le même territoire ont révélé :

- la grande diversité des approches
- des écarts de surfaces
- des redondances ou interprétations différentes des limites des zones

Vers une mutualisation des données relatives aux zones d'activités en Bourgogne-Franche-Comté ?

Première rencontre du groupe de travail ZAE « zones d'activités économiques »

Mardi 17 mai 2016 – Dijon

GéoBourgogne

forces

faiblesse

interne

- Des acteurs maîtrisant leurs métiers
- Des géomaticiens/thématiciens engagés
- Des acteurs motivés
- diminution de la charge de travail de chacun (à terme)
- Des modèles de données existants déjà en Bourgogne Franche Comté
- Associer les Agences de développement éco
- Obligation de catalogage des données des collectivités
- Obligation d'échanger les données entre services publics

- Pas de géostandard
- Pas de définition ZAE faisant consensus, même entre acteurs similaires (ex : CCI)
- Des intérêts divergents : 2 silots
- Difficulté à satisfaire tous les acteurs
- Concurrence entre acteurs similaires
- Différentes approches
- Difficulté de mettre à jour les données
- Définition de définition des friches non stabilisée
- BaseEco n'est pas libre d'accès
- Beaucoup de « fait maison »

opportunités

- Réduction des coûts de production
- production d'indicateurs plus fiables
- Faire adhérer au projet de nombreux acteurs
- SIRENE OpenData début 2017
- De plus en plus de géostandards
- Exigences légales de documents de planification d'urbanisme
- Inscription dans projet de MOS
- Besoins de communication des services économiques
- Besoins de réponse sur des territoires larges
- Orthophoto à coupler aux docs ZAE
- GéoBourgogne

menaces

- Mise en valeur d'un territoire/aux autres
- Quid de la propriété de la donnée
- Pas d'obligation de standardisation
- Exigence d'exhaustivité et de précision (non nécessaire)

Tour de table n°1 : vos attentes

- Quelles sont vos attentes **basiques** vis-à-vis du groupe de travail ZAE ?
 - Définir le chainage des acteurs dans le cadre de ce projet
 - Etat des lieux de l'existant en BFC
 - Géolocalisation de toutes les entreprises et mise à jour
 - Emprise de la ZAE
 - Géolocalisation des SIREN (siège social et établissements)
 - temps d'accès
 - Desserte par les réseaux
 - Accessibilité (temps accès gare, temps accès aéroport)
 - Accessibilité (port fluvial)
 - Savoir où est le foncier disponible (avec l'information de la date de dispo, échelle temporelle)
 - Seuil minimal de surface à définir
 - Créer un fond commun de données
 - Favoriser l'approche accès plutôt que territoire
 - *La Région a besoin de connaître aussi les entreprises hors ZAE (pour FTTH)*

Questions auxquelles nous souhaitons répondre

Où puis-je m'implanter maintenant ?

Où pourrai-je m'implanter demain ?

Comment puis-je rationaliser l'utilisation du foncier économique ?

Où sont les entreprises et comment mettre à jour cette info ?

Tour de table n° 2 : définition martyre d'une ZAE

Une zone d'activités économique est un espace cohérent en termes d'aménagement et de tissu urbain, délimitée géographiquement, elle accueille, ou est à destination, d'activités de production ou de services (dont commerces), ~~elle est décrite dans les documents d'urbanismes.~~

Elle englobe :

- les terrains bâtis et non bâtis occupés par des activités
- les terrains non bâtis, les terrains aménagés ou non aménagés destinés à l'accueil de ces activités à court, moyen ou long terme
- les voiries **internes**, les espaces verts et surfaces techniques nécessaires à son fonctionnement.

Prochaine étape

D'ici fin mai :

- rédaction du compte rendu et envoi à chaque participant pour amendement

D'ici fin juin :

- Lancement invitation 2^{ème} réunion GT ZAE de septembre (accompagné du compte rendu de la 1^{ère} réunion) à tous ceux qui ont manifesté leur intérêt + organismes supplémentaires évoqués aujourd'hui

D'ici prochaine réunion en septembre : travaux d'été

- Lecture du **document PPIGE** (à retrouver sur plateforme GoéBourgogne)
- Réflexion pour avancer sur **définition ZAE** (à partir de la définition martyre)
- Fourniture à GéoBourgogne, par chacun, de son **modèle de données** pour mise en évidence du socle commun